



**PRÉFET  
D'INDRE-  
ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale des Territoires  
d'Indre-et-Loire**

**MARCHÉ PASSÉ SELON UNE PROCÉDURE ADAPTÉE**

article L2123-1 et articles R2123-1 à -7  
du Code de la commande publique

**TRAVAUX DE SUPPRESSION DE LA PILE DES PERTUIS PROFONDS ET  
CRÉATION D'UN CHEMIN D'ACCÈS AU BARRAGE DE DESCARTES EN  
ENROCHEMENTS**

**Commune de Descartes (37)**

**MARCHÉ DE TRAVAUX**

**Cahier des clauses administratives particulières  
(CCAP\_Descartes\_2025)**

**Référence du marché** : DDT37\_barrage de Descartes\_2025

**Pouvoir adjudicateur**

État – Préfecture d'Indre-et-Loire

**Représenté par** la direction départementale  
des Territoires d'Indre-et-Loire

61 avenue de Grammont – CS 74 105  
37 041 Tours Cedex

[ddt-srs@indre-et-loire.gouv.fr](mailto:ddt-srs@indre-et-loire.gouv.fr)

**Maîtrise d'œuvre**

Direction départementale des territoires  
d'Indre-et-Loire

61 avenue de Grammont – CS 74 105  
37 041 Tours Cedex

[ddt-srs@indre-et-loire.gouv.fr](mailto:ddt-srs@indre-et-loire.gouv.fr)

**Objet de la consultation** : Suppression de la pile centrale des pertuis profonds du barrage de Descartes et création d'un chemin d'accès en enrochement nécessaire à la réalisation des travaux de suppression de la pile.

## TABLE DES MATIÈRES

<b>ARTICLE 1 - Généralités.....</b>	<b>4</b>
1.1 - Acheteur.....	4
1.1.1 - Pouvoir adjudicateur.....	4
1.1.2 - Représentant du pouvoir adjudicateur.....	4
1.2 - Maître d'œuvre et coordinateur SPS.....	4
1.3 - Objet du marché.....	4
1.4 - Conditions de la consultation.....	4
1.4.1 - Procédure de passation.....	4
1.4.2 - Tranches – allotissement.....	4
1.4.3 - Durée du marché.....	4
1.5 - Lieu d'exécution.....	5
1.6 - Langue.....	5
1.7 - Forme des notifications et informations.....	5
1.8 - Représentation des parties.....	5
1.8.1 - Représentation de l'acheteur.....	5
1.8.2 - Représentation du titulaire.....	5
1.9 - Sous-traitance.....	5
1.10 - Documents contractuels.....	6
1.11 - Obligations du titulaire.....	6
1.11.1 - Obligation de conseil.....	6
1.11.2 - Obligation d'information.....	6
1.11.3 - Obligation de confidentialité.....	6
1.11.4 - Responsabilités du titulaire.....	7
1.11.5 - Obligations administratives en cours d'exécution.....	7
1.12 - Dispositions relatives à la protection de l'environnement.....	8
1.13 - Engagement d'insertion.....	8
1.13.1 - Clause d'insertion.....	8
1.13.2 - Suivi de l'application de la clause d'insertion.....	8
1.14 - Assurances.....	8
<b>ARTICLE 2 - Prix et règlement des comptes.....</b>	<b>9</b>
2.1 - Forme et contenu des prix.....	9
2.2 - Modalités de révision des prix.....	9
2.3 - Avances.....	10
2.4 - Modalités financières.....	10
2.4.1 - Répartition des paiements.....	10
2.4.2 - Retenue de garantie et cautionnement.....	11
2.4.3 - Intérêts moratoires.....	11
2.5 - Modalités de paiement.....	11
2.5.1 - Adresse de facturation.....	11
2.5.2 - Monnaie.....	11
2.5.3 - Changements affectant le titulaire.....	11

<b>ARTICLE 3 - Délais.....</b>	<b>12</b>
3.1 - Fixation et prolongation des délais.....	12
3.1.1 - Délais d'exécution.....	12
3.1.2 - Délais en période de préparation.....	12
3.1.3 - Prolongation des délais d'exécution.....	13
3.2 - Pénalités.....	14
3.2.1 - Pénalités liées à l'exécution des prestations.....	14
3.2.2 - Pénalités en cas de non-respect des clauses écologiques et environnementales.....	14
3.2.3 - Autres pénalités.....	15
<b>ARTICLE 4 - Réalisation des ouvrages.....</b>	<b>16</b>
4.1 - Modalités d'exécution du marché.....	16
4.2 - Matériaux.....	16
4.2.1 - Provenance des matériaux et produits.....	16
4.2.2 - Qualité des matériaux et produits – application des normes.....	16
4.2.3 - Vérification qualitative des matériaux et produits – essais et épreuves.....	16
4.3 - Plan d'implantation des ouvrages et piquetages.....	16
4.3.1 - Piquetage général.....	16
4.3.2 - Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés.....	16
4.4 - Études d'exécution.....	16
4.5 - Installations, organisations, sécurité et hygiène du chantier.....	17
4.5.1 - Installations de chantier.....	17
4.5.2 - Autorisations administratives.....	17
4.5.3 - Sécurité et hygiène du chantier et mesures d'ordre.....	17
<b>ARTICLE 5 - Résiliation du marché.....</b>	<b>18</b>
<b>ARTICLE 6 - Différends et litiges.....</b>	<b>18</b>
6.1 - Différends.....	18
6.2 - Litiges et contentieux.....	18
<b>ARTICLE 7 - Dérogation au CCAG – travaux.....</b>	<b>19</b>

## ARTICLE 1 - GÉNÉRALITÉS

### 1.1 - Acheteur

#### 1.1.1 - Pouvoir adjudicateur

État – Préfecture d'Indre-et-Loire

#### 1.1.2 - Représentant du pouvoir adjudicateur

Madame la directrice départementale des Territoires d'Indre-et-Loire

61 avenue de Grammont – BP 71 655

37 016 Tours Grand Tours Cedex 1

### 1.2 - Maître d'œuvre et coordinateur SPS

La maîtrise d'œuvre est assurée par la direction départementale d'Indre-et-Loire, service risques et sécurité, unité fluviale.

La coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs (CSPS) sera choisie par la maîtrise d'œuvre une fois le marché attribué.

### 1.3 - Objet du marché

Les travaux du présent marché consistent en la suppression de la pile des pertuis profonds du barrage de Descartes, en l'export des matériaux la composant et en la réalisation en rive droite d'un chemin d'accès à la pile à démolir.

Le chemin sera situé en pied de berge, dans le lit mineur de la Creuse et sera créé en enrochements. Il devra permettre l'accès aux engins nécessaires à la démolition de la pile des pertuis profonds.

Le chemin d'accès restera en place pour les futurs travaux d'entretien du barrage à l'exception du quart aval de ce chemin dont les matériaux seront disposés en pied de berge à la fin des travaux de suppression de la pile ou sur décision du maître œuvre exportés hors du domaine public fluvial.

Les travaux se déroulant dans le lit mineur de la Creuse une attention particulière devra être accordée aux mesures environnementales et antipollution.

L'ensemble des prestations est détaillé dans le CCTP.

Le marché est un marché de travaux soumis au CCAG travaux en vigueur.

### 1.4 - Conditions de la consultation

#### 1.4.1 - Procédure de passation

Le présent marché est passé selon une procédure adaptée (article L2123-1 et articles R2123-1 à -7 du Code de la commande publique).

L'acheteur se réserve la possibilité de procéder à une négociation après réception des offres initiales.

#### 1.4.2 - Tranches – allotissement

Le marché n'est pas fractionné et n'est pas alloti.

#### 1.4.3 - Durée du marché

Le marché est conclu pour une durée de 6 mois.

La durée du marché court à compter de sa date de notification.

## **1.5 - Lieu d'exécution**

---

Les travaux seront à réaliser dans le département d'Indre et Loire. Ils se situent sur la commune de Descartes (37).

## **1.6 - Langue**

---

Tous les documents écrits remis par le titulaire à l'acheteur doivent être rédigés en langue française. Toutefois la documentation de conception, ou destinée à la maintenance, qui est utilisée par des spécialistes, pourra être diffusée en anglais.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il devra fournir, à sa charge, ce document accompagné d'une traduction en français.

De plus, l'ensemble des communications écrites ou orales qui pourraient avoir lieu entre l'acheteur, le titulaire et ses sous-traitants éventuels, durant la phase d'exécution du marché s'effectuera en français.

## **1.7 - Forme des notifications et informations**

---

Le maître de l'ouvrage notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tous moyens permettant d'attester la date de réception.

Les ordres de services sont émis conformément à l'article 3.8 du CCAG Travaux.

## **1.8 - Représentation des parties**

---

### **1.8.1 - Représentation de l'acheteur**

Un interlocuteur désigné par l'acheteur sera chargé du suivi de l'exécution des prestations. Il sera désigné lors de la notification du marché.

Toute éventuelle modification de cet interlocuteur sera indiquée sans délai au titulaire.

### **1.8.2 - Représentation du titulaire**

Le titulaire désigne un ou plusieurs interlocuteurs, habilités à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution du marché.

Cet ou ces interlocuteurs sont désignés à la notification du marché.

Le titulaire s'engage à informer, sans délai, l'acheteur de toute modification de cet ou ces interlocuteur(s) désigné(s).

## **1.9 - Sous-traitance**

---

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur, notamment celles décrites aux articles L2193-1 à -14 et R2193-1 à -22 du code de la commande publique.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

En cas de sous-traitance, le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>).

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

## **1.10 - Documents contractuels**

---

Le marché est constitué des éléments contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante conformément au CCAG travaux, :

- l'acte d'engagement et ses annexes (AE\_Descartes\_2025) ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP\_Descartes\_2025) ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP\_Descartes\_2025) et ses annexes ;
- l'offre technique du titulaire ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché ;
- les éléments de décomposition de l'offre financière du titulaire (le bordereau des prix unitaires et forfaitaires (BP), le détail estimatif (DE), et les décompositions de prix forfaitaire et sous détails de prix unitaires) ;

*L'exemplaire original des pièces constitutives du marché, conservé dans les archives de la personne représentant le pouvoir adjudicateur fait seul foi.*

## **1.11 - Obligations du titulaire**

---

### **1.11.1 - Obligation de conseil**

Le titulaire du marché est tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde, relative aux matériels, logiciels et prestations fournies à l'acheteur. Dans l'hypothèse où le titulaire n'aurait pas respecté cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans le marché pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

### **1.11.2 - Obligation d'information**

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation.

Le titulaire signale à la personne publique, dans un délai de 24 heures, toute difficulté rencontrée ainsi que tout risque de blocage, de dysfonctionnement ou de retard prévisible dans la réalisation des prestations. Il en informe le représentant de la personne publique par courrier électronique ou par téléphone, sous réserve, dans ce dernier cas, d'adresser un mail de confirmation au représentant de la personne publique indiquée dans l'heure qui suit.

### **1.11.3 - Obligation de confidentialité**

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution du marché, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors du marché ou à l'issue de son exécution. Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

L'acheteur pourra demander, à tout moment au titulaire de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire pourra entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire.

### **1.11.4 - Responsabilités du titulaire**

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges.

Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché.

### 1.11.5 - Obligations administratives en cours d'exécution

Formalités administratives diverses

Articles R2143-6 à 14 du Code de la commande publique

Le titulaire produit, tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les pièces prévues aux articles D 8222-5 ou D 8222-7 et D 8222-8 du Code du travail :

→ s'il est établi en France :

- ⇒ une attestation, datant de moins de 6 mois, de fourniture de déclarations sociales émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions sociales,
- ⇒ une attestation sur l'honneur du dépôt auprès de l'administration fiscale, à la date de l'attestation, de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires,
- ⇒ un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis), ou une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers, ou lorsque le titulaire n'est pas tenu de s'immatriculer au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers et n'est pas en mesure de produire un extrait K bis ni une carte d'identification, le récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises, et, s'il emploie des salariés, une attestation sur l'honneur de la réalisation du travail par des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10, L. 3243-2 et R.3243-1 du Code du travail ;

→ s'il est établi à l'étranger :

- ⇒ un document mentionnant son numéro individuel d'identification attribué en application de l'article 286 ter du Code général des impôts ou s'il n'est pas tenu d'avoir un tel numéro, un document mentionnant son identité et son adresse ou, le cas échéant, les coordonnées de son représentant fiscal ponctuel en France,
- ⇒ un document attestant la régularité de sa situation sociale au regard du règlement (CEE) n° 1408/71 du 14 juin 1971 ou d'une convention internationale de sécurité sociale ou, à défaut, une attestation de fourniture de déclarations sociales émanant de l'organisme français de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations sociales et datant de moins de 6 mois,
- ⇒ si son immatriculation à un registre professionnel est obligatoire dans le pays d'établissement ou de domiciliation, un document émanant des autorités tenant le registre professionnel ou un document équivalent certifiant cette inscription,
- ⇒ et, s'il emploie des salariés pour effectuer une prestation de services d'une durée supérieure à 1 mois, une attestation sur l'honneur certifiant de la fourniture à ses salariés de bulletins de paie comportant les mentions prévues à l'article R. 3243-1 du Code du travail, ou de documents équivalents.

Si le titulaire refuse de produire ces pièces ou produit des pièces inexactes, le marché est résilié suivant les dispositions de l'article 18 ci-dessous.

Les documents et attestations sont rédigés en langue française ou sont accompagnés d'une traduction en langue française.

Les articles D. 8254-2 et D. 8254-4 du Code du travail

Le titulaire remet à l'administration, lors de la notification du marché puis tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, la liste nominative des salariés étrangers qui sont employés pour l'exécution du marché et qui sont soumis à l'autorisation de travail mentionnée à l'article L. 5221-2 du Code du travail. Cette liste – précisant, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail – est établie à partir du registre unique du personnel.

## 1.12 - Dispositions relatives à la protection de l'environnement

En complément des dispositions de l'article 7 du CCAG Travaux, des clauses environnementales spécifiques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP\_DDT37\_Barrage de Descartes).

## 1.13 - Assurances

Conformément à l'article 8 du CCAG TRAVAUX Le titulaire souscrit une assurance de responsabilité civile professionnelle permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du maître d'ouvrage et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages, causés par l'exécution des prestations. Le niveau des garanties exigées par le maître d'ouvrage est adapté aux risques relatifs à l'opération de construction objet du marché.

Le titulaire doit justifier dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie. Celle-ci précise la nature des risques couverts et les montants de garantie. A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du maître d'ouvrage et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

## ARTICLE 2 - PRIX ET RÈGLEMENT DES COMPTES

### 2.1 - Forme et contenu des prix

Les prix du marché sont révisibles selon les dispositions stipulées dans l'article 9.4 du CCAG.

Le marché est conclu avec des prix forfaitaires et des prix unitaires.

Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par application des prix unitaires et/ou forfaitaires dont le libellé est donné dans le bordereau des prix.

Ils s'entendent hors taxes et seront majorés de la taxe sur la valeur ajoutée au taux légal en vigueur.

Les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux, y compris les frais généraux, impôts et taxes, et assurer au titulaire une marge pour risque et bénéfice (article 9.1.1 du CCAG).

### 2.2 - Modalités de révision des prix

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date de remise des offres indiquée sur l'acte d'engagement (AE\_DDT37\_barrage de Descartes\_2025). Ce mois est appelé « mois zéro » ( $M_0$ ).

Les index de référence  $I$  choisis en raison de leur structure pour l'actualisation des travaux faisant l'objet du marché sont :

→ TP01 Index général tous travaux

Ils sont publiés :

→ au bulletin officiel (BO) du ministère en charge de l'Écologie, du développement durable et de l'énergie ;

→ au bulletin officiel de la Concurrence, de la consommation, et de la répression des fraudes (BOCCRF) ;

Les index de référence sont appliqués à l'ensemble des prix du marché.

Le coefficient de révision  $C_n$  applicable pour le calcul d'un acompte et du solde est donné par la formule :

$$C_n = 0,15 + \frac{0,85 \cdot I_n}{I_0}$$

avec :

→  $I_0$  = Valeur de l'index de référence  $I$  prise au mois  $M_0$  d'établissement des prix ;

→  $I_n$  = Valeur de l'index de référence  $I$  prise au mois de réalisation des prestations.

Ce coefficient est arrondi au millième supérieur.



La périodicité de la révision suit la périodicité de l'acompte.

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre révision avant la révision définitive, laquelle intervient sur le premier règlement suivant la parution de l'index correspondant ;

## 2.3 - Avances

---

Une avance est accordée au titulaire sauf indication contraire dans l'acte d'engagement. Elle n'est due que sur la base du montant du marché diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Son taux est fixé, sous réserve des dispositions des articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du code de la commande publique, à 5 % du montant initial TTC du marché, sa durée, exprimée en mois, étant inférieure ou égale à 12 mois. Lorsque le titulaire du marché ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article [R. 2151-13](#), le taux minimal de l'avance est porté à 20 %.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le taux et les conditions de versement de l'avance ne peuvent être modifiés en cours d'exécution du marché.

Le délai de versement de l'avance court à compter de la notification du marché.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités de l'article R.2191-11 et suivants du code de la commande publique. **Le remboursement commence lorsque le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant initial TTC du marché. Il doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %.** Si le taux de l'avance appliqué est supérieure ou égale à 20 % le seuil de déclenchement du remboursement de l'avance est abaissé à 50 %.

## 2.4 - Modalités financières

---

### 2.4.1 - Répartition des paiements

Le calcul des acomptes et du décompte général est effectué par le système de gestion et exécution des marchés du ministère de l'Environnement (GEMME) sur lequel le titulaire peut obtenir toutes informations souhaitées auprès du maître d'œuvre.

Pour la bonne utilisation de ce système, il est dérogé aux 1.1, 1.7 et 3.1 de l'article 12 du CCAG dans les conditions suivantes :

#### → Décomptes et acomptes mensuels

Avant la fin de chaque mois, le titulaire remet uniquement au maître d'œuvre un projet de décompte mensuel assorti du calcul des quantités prises en compte faisant ressortir les quantités ou pourcentages arrêtés à la fin du mois précédent, des prestations réalisées depuis le début du marché. Il contient pour les travaux à l'entreprise, une référence à tous les prix du marché provisoires ou définitifs.

Le projet de décompte mensuel GEMME, établi par le titulaire est accepté ou rectifié par le maître d'œuvre qui le transmet au système GEMME. Le système édite en application des clauses du marché, le décompte et l'état d'acompte.

Le maître d'œuvre notifie au titulaire, par ordre de service, l'état d'acompte, le décompte et le projet de décompte mensuel à utiliser le mois suivant.

La périodicité des acomptes est fixée à 1 mois.

La demande d'acompte et son versement s'effectuent dans le cadre de l'article 12 du CCAG.

#### → Décompte final

Suite à la notification de la décision de réception, le titulaire adresse, après le projet de décompte mensuel GEMME afférent au dernier mois d'exécution, un projet de décompte final indiquant les quantités totales des prestations réellement exécutées.

Ce projet de décompte final tient lieu de projet de décompte final mentionné au CCAG et produit les mêmes effets que le décompte final.

Le titulaire est lié pour les indications figurant sur le projet de décompte final, sauf sur les points ayant fait l'objet de réserves et/ou réclamations antérieures de sa part.

Le projet de décompte final établi par le titulaire est accepté ou rectifié par le maître d'œuvre, qui le transmet au système GEMME. Le système édite alors le décompte final, l'état du solde et la récapitulation des acomptes et du solde formant le décompte général.

Ce décompte général est établi avec les derniers index de référence connus.

### 2.4.2 - Retenue de garantie et cautionnement

Il n'est pas pratiqué de retenue de garantie.

Le marché peut être cédé ou nanti dans les conditions prévues aux articles R2191-45 à -63 du Code de la commande publique.

Il est remis, sur demande du titulaire, d'un co-traitant ou d'un sous-traitant, une copie de l'original du marché revêtu d'une mention dûment signée indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre la cession ou le nantissement des créances résultant du marché.

### 2.4.3 - Intérêts moratoires

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article L.2192-10 du code de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à **30 jours maximum**. La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article R.2191-12 et suivants du code de la commande publique.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 et suivants et R.2192-31 à R.2192-36 du code de la commande publique.

## 2.5 - Modalités de paiement

---

Les modalités de paiement se feront conformément à l'article 12 du CCAG.

### 2.5.1 - Adresse de facturation

Chaque demande de paiement est transmise par voie dématérialisée.

Conformément aux articles L. 2192-1 à L.2192-7 du code de la commande publique, l'obligation de transmettre les demandes de paiement sous forme électronique s'impose à tous les fournisseurs.

La transmission des demandes sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités d'utilisation du portail « Chorus Pro » sont disponibles sur le lien suivant :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

La demande de paiement comporte impérativement et de manière lisible les mentions prévues à l'article D. 2192-2 du code de la commande publique ainsi que les éléments suivants :

- le nom, la raison sociale ainsi que l'adresse du titulaire, ou du mandataire du groupement titulaire solidaire ou du co-titulaire conjoint ;
- la référence au marché ;
- le détail des travaux exécutés.

### 2.5.2 - Monnaie

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

### 2.5.3 - Changements affectant le titulaire

Le titulaire doit prévenir en temps utile et par écrit l'administration de tout changement pouvant avoir une incidence sur les paiements (intitulé du compte bancaire, numéro SIRET ou autre).

L'administration ne pourra être tenue pour responsable des retards de paiement si des factures présentent des divergences avec les indications portées sur l'acte d'engagement, du fait de modifications propres au titulaire dont elle n'aurait pas eu connaissance.

## ARTICLE 3 - DÉLAIS

### 3.1 - Fixation et prolongation des délais

#### 3.1.1 - Délais d'exécution

Le délai d'exécution du présent marché est d'une durée de deux **(2) mois**.

La durée de la période de préparation est fixée à mois (1) mois. Elle est incluse dans la durée d'exécution du marché.

Le délai de réalisation des travaux est de 1 mois, elle est incluse dans la durée d'exécution du marché.

Par dérogation à l'article 18.1 du CCAG, cette période sera distincte du délai d'exécution des travaux et débutera à compter de l'ordre de service qui sera notifié au titulaire du marché.

Si le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel, il doit formuler une demande expresse de report de délai exposant clairement les circonstances du retard prévu, la date de survenance du fait générateur et le délai supplémentaire demandé dans les conditions prévues au CCAG Travaux.

Prestations ou étapes du marché	Durée
Période de préparation	1 mois
Délai de réalisation des travaux	1 mois
<b>Durée totale d'exécution</b>	<b>2 mois</b>

#### 3.1.2 - Délais en période de préparation

Tous les documents relatifs aux études d'exécution devront être soumis au visa du maître d'œuvre préalablement à l'exécution des travaux.

Lorsque le titulaire aura remis les documents, le maître d'œuvre ou son représentant les retournera, soit revêtu de son visa, soit s'il y a lieu accompagné de ses observations, dans un délai maximal de **7 jours calendaires**.

Le cas échéant, le titulaire dispose d'un délai de **cinq (5) jours** ouvrables pour effectuer les modifications demandées et soumettre à nouveau les documents au visa. Le maître d'œuvre dispose alors d'un délai de **cinq (5) jours** ouvrables pour une approbation définitive. En cas d'échange ultérieur, le délai de réponse est fixé à **quatre (4) jours ouvrables** pour le maître d'œuvre et le titulaire.

Une fois toutes les observations du maître d'œuvre prises en compte, les documents sont retournés visés au titulaire.

Les documents relatifs aux études d'exécution en question sont récapitulés dans le tableau ci-dessous.

Documents	Délais de remise des documents (à compter du début de la période de préparation)
Programme d'exécution et calendrier d'exécution	7 jours
DICT et réponses des gestionnaires	15 jours
Plan d'exécutions et avant métrés	15 jours
Projet des installations de chantier et des aires de dépôt et de stockage des matériaux	15 jours
Fiche produits pour les matériaux indiqués au bordereau des prix	15 jours
PAQ	15 jours
PPSPS	15 jours
Plan de respect de l'environnement	15 jours
Plan de circulation des engins et de l'approvisionnement	15 jours
Mise en place du panneau d'information du public	30 jours
Constat d'huissier	30 jours

### 3.1.3 - Prolongation des délais d'exécution

En complément du second alinéa de l'article 18.2.3 du CCAG, si des intempéries non visées par une disposition légale ou réglementaire ou d'autres phénomènes naturels s'avèrent de nature à compromettre la bonne exécution des travaux, le maître d'œuvre peut prescrire l'arrêt des travaux soit de lui-même, soit sur la proposition de l'entrepreneur. Le délai d'exécution sera alors prolongé par décision du représentant du pouvoir adjudicateur, le cas échéant en défalquant le nombre de jour d'intempéries prévisibles définies ci-après.

#### 3.1.3.1 - Crue de la Creuse

Dès-lors que le niveau de la Creuse dépassera un seuil d'alerte, les travaux seront arrêtés. Un constat sera établi avec la maîtrise d'œuvre pour constater le dépassement puis le retour sous le seuil d'arrêt.

Le seuil d'alerte sera déterminé conjointement entre le titulaire et le maître d'œuvre durant la période de préparation des travaux.

Durant la période d'exécution, le titulaire vérifiera tous les jours les prévisions des niveaux de la Creuse sur les sites Internet suivants :

- <https://www.vigicrues.gouv.fr/> rubrique « territoire » permettant une bonne lecture journalière du niveau d'eau et permet d'avoir accès à l'ensemble des stations et de souscrire, si le titulaire le souhaite, au service SMS permettant d'être automatiquement informé par SMS en cas de franchissement de valeurs (en débit ou hauteur) que l'abonné aura défini (service gratuit).

Le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnisation liée à l'évolution du niveau d'eau de la Creuse, et prendra toutes les dispositions et précautions nécessaires pour mettre son matériel à l'abri de toute dégradation en cas de montée des eaux.

#### 3.1.3.2 - Météo

En cas de pluie ou de prévision météorologique défavorable risquant de perturber le bon déroulement des travaux, ceux-ci pourront être arrêtés. Cette décision fera l'objet d'un constat d'évènement établi conjointement entre le titulaire et la maîtrise d'œuvre.

Afin d'anticiper des conditions météorologiques défavorables, le titulaire consultera a minima quotidiennement les prévisions de précipitations.

## 3.2 - Pénalités

---

Tout manquement du titulaire à ses obligations peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire.

Les pénalités peuvent être précomptées sur les acomptes versés au titulaire tout au long de l'exécution des prestations, lors de l'établissement des états d'acomptes, ou constituer un élément du décompte général.

### 3.2.1 - Pénalités liées à l'exécution des prestations

#### 3.2.1.1 - Pénalités pour retard d'exécution

Par dérogation à l'article 19 du CCAG travaux, les pénalités de retard sont calculées par application de la formule suivante :

$$P = \frac{V \cdot R}{1000}$$

→ dans laquelle :

- ⇒  $P$  = montant des pénalités ;
- ⇒  $V$  = valeur pénalisée (cette valeur est égale à l'ensemble du montant HT du marché) ;
- ⇒  $R$  = nombre de jours de retard.

#### 3.2.1.2 - Pénalités pour remise tardive de documents en période de préparation

En complément de l'article 19 du CCAG travaux, il sera fait application d'une pénalité de 100 € par document et par jours de retard de remise des documents devant faire l'objet d'un visa du maître d'œuvre en période de préparation (voir § 3.1.2 -).

#### 3.2.1.3 - Pénalités pour remise tardive des documents conformes à l'exécution

En précision de l'article 19.3 du CCAG travaux, il sera fait application d'une pénalité de 100 € par document et par jours de retard de remise des documents constitutifs du DOE.

### 3.2.2 - Pénalités en cas de non-respect des clauses environnementales

Il sera fait application de pénalités pour non-respect de clauses écologiques et environnementales indiquées dans le tableau ci-dessous.

Le libellé, le montant et l'applicabilité de ces pénalités sont fournis dans le tableau suivant.

Ces pénalités sont applicables à autant de fois qu'un non-respect sera constaté. Dans les cas précisés dans le tableau ci-dessous, l'entreprise pourra disposer d'un délai pour se mettre en conformité avant que la pénalité soit appliquée.

Libellé	Montant de la pénalité HT	Applicabilité
Engins et matériels non nettoyés avant leur accès au lit mineur	200,00 € par engin	Après constat
Dépôts sauvages, brûlage ou enfouissement de déchets	2000,00 €	Après constat
Stockage de produits ou de matériels dans le lit mineur de la Creuse	1000,00 € / Jour	Après constat et en l'absence d'action sous une journée
Défaut de présence des kits anti-pollution dans les engins	150,00€ / Jour / engin	Après constat
Défaut de présence du barrage de rétention	200,00 € / Jour	Après constat
Défaut de présence du barrage filtrant	400,00 € / jour	Après constat
Remplissage des fluides des engins dans le lit mineur	400,00 €	Après constat
Fuite de carburant ou d'huile et en l'absence de mesures de rétention et de traitement de la pollution	1000,00 €	Après constat

### 3.2.3 - Pénalités pour travail dissimulé

En application de l'article 8222-6 du Code du travail une pénalité sera appliquée au titulaire, s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du travail.

Le montant de ces pénalités est égal à 10 % du montant du contrat et ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du travail.

## ARTICLE 4 - RÉALISATION DES OUVRAGES

### 4.1 - Modalités d'exécution du marché

Les prestations s'effectuent selon les règles de l'art et de la profession.

Le titulaire fournit les prestations décrites dans sa proposition conformément aux prescriptions du CCTP pour l'exécution du présent marché.

### 4.2 - Matériaux

#### 4.2.1 - Provenance des matériaux et produits

Le titulaire du marché est tenu de soumettre à l'agrément du maître d'œuvre la nature, la provenance et la quantité de chaque matériau, produit et composant de construction.

Les matériaux granulaires proviendront de carrières agréées et dont le numéro et date d'arrêté préfectoral portant autorisation d'exploitation seront précisées dans les fiches produits fournies par le titulaire.

Conformément à l'article 21 du CCAG, le titulaire peut proposer d'autres provenances sous réserve d'acceptation par le maître d'œuvre.

Le titulaire soumettra au visa du maître d'œuvre une demande d'agrément de fourniture (DAF) pour l'ensemble des matériaux qu'il envisage de mettre en œuvre. La fiche technique produit (FTP) de chaque matériau en précisera la nature, la provenance et les caractéristiques.

#### **4.2.2 - Qualité des matériaux et produits – application des normes**

En complément de l'article 23 du CCAG, les normes visées par le présent marché sont définies au CCTP.

Si, en cours de travaux, les matériaux cessent de présenter les qualités requises, l'entrepreneur devra rechercher d'autres provenances, les dispositions des paragraphes précédents restant applicables.

Tous les matériaux non conformes ou non agréés doivent être immédiatement enlevés par le titulaire et remplacés dans les plus brefs délais.

#### **4.2.3 - Vérification qualitative des matériaux et produits – essais et épreuves**

Le titulaire est tenu d'établir un Plan d'Assurance de la Qualité (PAQ) et de soumettre au visa du maître d'œuvre. Ce PAQ définit les modalités des vérifications, essais et épreuves tant sur le chantier que sur les lieux de production qui relèvent du contrôle intérieur.

Les opérations de contrôle sont effectuées à la diligence et aux frais du titulaire.

### **4.3 - Plan d'implantation des ouvrages et piquetages**

---

#### **4.3.1 - Piquetage général**

Avant le commencement des travaux, le piquetage général est effectué par le titulaire, à ses frais, contradictoirement avec le maître d'œuvre.

L'entrepreneur devra, pour toutes ces opérations et les opérations de vérification que désirerait exécuter le maître d'œuvre, tenir à disposition de celui-ci le matériel topographique et le personnel qualifié nécessaire.

#### **4.3.2 - Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés**

Le piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés situés au droit ou au voisinage des travaux à exécuter est effectué par le titulaire, à ses frais. La rémunération de ce piquetage spécial est réputée être comprise dans le prix des études d'exécutions du marché.

### **4.4 - Études d'exécution**

---

Il est fait application de l'article 29 du CCAG.

Les études d'exécution des ouvrages sont établies par le titulaire et soumises au visa du maître d'œuvre.

La consistance, le contrôle et le visa des études d'exécution sont décrits dans le CCTP.

### **4.5 - Installations, organisations, sécurité et hygiène du chantier**

---

#### **4.5.1 - Installations de chantier**

Le projet des installations de chantier et aires de stockage, établi par le titulaire, doit être soumis au visa du maître d'œuvre dans un délai de 15 jours à compter de la date de démarrage de la période de préparation des travaux.

Pour toutes les implantations choisies, le titulaire devra veiller à obtenir les autorisations d'aménagement temporaire nécessaires, notamment vis-a-vis des services d'urbanisme ou de police de l'environnement le cas échéant.

#### **4.5.2 - Autorisations administratives**

En dérogation à l'article 31.3 du CCAG, les démarches nécessaires à l'obtention des autorisations administratives seront faites par le titulaire.

#### **4.5.3 - Sécurité et hygiène du chantier et mesures d'ordre**

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur sécurité et protection de la santé (SPS).

Le coordonnateur SPS doit informer le maître de l'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tout moyen, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s), constaté(s) lors de ses visites sur le chantier, menaçant la sécurité ou la santé des travailleurs (tels que chute de hauteur, ensevelissement, etc.), le coordonnateur SPS doit définir les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

La notification de ces arrêts et des mesures préconisées est consignée au Registre Journal de la Coordination. Les reprises, décidées par le maître de l'ouvrage, après avis du coordonnateur SPS, sont également consignées dans le registre journal.

Lors de la mise au point des mesures de sécurité et de protection des travailleurs, conformément au code du travail, il est rappelé que le titulaire devra tenir compte des spécificités du chantier, et notamment :

- le travail à proximité d'une chaussée circulée ;
- le travail dans une zone en eau.

Tous documents relatifs à la sécurité devront être transmis au coordonnateur sécurité et protection de la santé en parallèle du maître d'œuvre.

#### **4.5.3.1 - Moyens donnés au coordonnateur SPS**

##### **Libre accès du coordonnateur SPS**

Le coordonnateur SPS a libre accès au chantier.

##### **Obligations du titulaire**

Tout différent entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître de l'ouvrage.

Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS :

- Le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) ;
- Tous les documents relatifs à la sécurité et la protection de la santé ;
- La liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- Dans les 5 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- Les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants, il tient à sa disposition leurs contrats ;
- Tous les documents relatifs à la sécurité et la protection de la santé, demandés par le coordonnateur SPS ;
- La copie des déclarations d'accidents de travail.

Le titulaire s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants.

Le titulaire informe le coordonnateur SPS :

- De toutes les réunions qu'il organise, lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises, et lui indique leur objet ;
- De son/ses intervention(s) au titre de la Garantie de Parfait Achèvement (GPA) ;

Le titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution des prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs par le coordonnateur SPS.

À la demande du coordonnateur SPS, le titulaire vise toutes les observations consignées dans le Registre Journal de la Coordination.

## **ARTICLE 5 - RÉSILIATION DU MARCHÉ**

Le marché peut être résilié conformément aux dispositions du CCAG Travaux.

Après signature du marché, en cas d'inexactitude des documents et des renseignements prévus, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D 8222-5 ou D 8222-7 et D 8222-8 du Code du travail, le marché sera résilié, après mise en demeure restée infructueuse, aux torts du titulaire selon les dispositions du CCAG de référence.



La résiliation n'a pas d'incidence sur l'exploitation des résultats et des connaissances antérieures pour la durée d'exploitation prévue au marché sous réserve de la réception des résultats concernés et de leur paiement.

## **ARTICLE 6 - DIFFÉRENDS ET LITIGES**

### **6.1 - Différends**

En cas de différend, les acheteurs et les titulaires peuvent recourir au médiateur des entreprises ou aux comités consultatifs de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R2197-1 à -25 du Code de la commande publique.

### **6.2 - Litiges et contentieux**

Le présent marché est soumis au droit français.

Le tribunal administratif compétent est le tribunal administratif d'Orléans.

## ARTICLE 7 - DÉROGATION AU CCAG – TRAVAUX

Articles du CCAP concernés	Nature de la dérogation	Articles du CCAG-Travaux 2021 concernés
Article 2.4.1 -	Répartition des paiements	Articles 12.1.1 ; 12.1.7 et 12.3.1
Article 3.1.1 -	Délais d'exécution	Article 18.1
Article 4.5.2 -	Autorisations administratives	Article 31.3
Article 3.2.1.1 -	Montant des pénalités de retard dans l'exécution	Article 19.2.3